



CSA DIRCOFI NORD DU 27 MARS 2026

MOTION DE BOYCOTT

CGT DIRCOFI NORD

Madame la Présidente,

La CGT DIRCOFI Nord a décidé de boycotter le Comité Social d'Administration de ce jour.

Ce boycott est une réponse directe à une politique que nous refusons. En 2026, la DGFIP supprime encore 550 emplois. Cette trajectoire de destruction du service public se poursuit, année après année.

Dans le même temps, la direction engage une nouvelle restructuration du contrôle fiscal :

- suppression des Pôles de Contrôle et d'Expertise
- recentralisation des missions
- montée en puissance d'une programmation pilotée et déconnectée du terrain

À la DIRCOFI Nord, cela se traduit par :

- un transfert de charges de travail vers les brigades de vérifications et la BEP
- des renforts insuffisants et en trompe-l'œil
- une concentration des moyens sur la programmation et non sur le contrôle

Mais surtout, une évolution nous inquiète fortement. Nous constatons une volonté de votre part de faire porter aux vérificateurs la responsabilité de compenser la pénurie de dossiers, en développant l'auto-programmation. Cette orientation est inacceptable.

Les vérificateurs ont une mission claire : le contrôle fiscal externe. Ils n'ont pas vocation à pallier les insuffisances de la programmation, à produire eux-mêmes leur charge de travail en vue de compenser les effets des trop nombreuses suppressions d'emplois

Cette logique revient à charger encore davantage des équipes déjà en tension, en leur transférant une responsabilité qui n'est pas la leur. Pour la CGT, les vérificateurs ne doivent pas devenir les variables d'ajustement d'une organisation défaillante.

En conséquence, la CGT DIRCOFI Nord exige :

- qu'aucun objectif d'auto-programmation ne soit assigné aux vérificateurs
- qu'aucune programmation ne soit exigée en dehors de la programmation induite, qui par nature ne peut être objectivée
- que la direction assume pleinement ses responsabilités en matière de programmation

S'agissant de la création de la cellule de programmation, la CGT regrette la fourniture d'un document de travail minimaliste qui interroge. Quid du lieu précis d'implantation et de la configuration de cette cellule? Quels objectifs quantitatifs lui seront assignés?

Par ailleurs, les représentants CGT vous alertent sur la reconnaissance des agents concernés. Les missions confiées à cette cellule, comme celles exercées au sein de la BEP, relèvent directement du pilotage de l'activité de contrôle fiscal. À ce titre, la CGT demande que les agents affectés à la cellule de programmation et à la BEP soient reconnus comme agents de direction et qu'ils bénéficient, à ce titre, des primes direction, à l'instar de leurs chefs de service

Plus largement, la situation du contrôle fiscal à la DGFIP est claire :

- moins d'emplois
- une organisation fragilisée
- des agents en difficulté

Les conséquences sont déjà visibles :

- surcharge de travail
- perte de sens
- dégradation des conditions de travail
- épuisement professionnel

Dans ces conditions, siéger aujourd'hui reviendrait à cautionner une organisation qui dégrade à la fois le travail des agents et la qualité du service public.

La CGT DIRCOFI Nord refuse cette logique. Elle continuera à défendre :

- des moyens réels pour les brigades
- un contrôle fiscal de qualité, ancré dans le terrain
- le respect des missions des agents
- des conditions de travail dignes.